

Mémorandum de Bonn

"Fin de l'aide au développement pour l'Afrique - L'Afrique doit (vouloir) se développer."

à l'issue des pourparlers à la mi-septembre 2018 à Bonn

A la lumière de l'expérience des dernières décennies et par respect pour les capacités des sociétés africaines, il est nécessaire d'œuvrer à la fin de l'aide au développement et de la remplacer par une coopération économique fondée sur des intérêts mutuels.

L'Afrique peut se passer du syndrome de l'aide des "pays donateurs". L'Afrique a plutôt besoin d'un changement de paradigme (comme le réclament de nombreux auteurs africains depuis des années) qui se concentre sur ses propres forces, mais aussi sur sa propre responsabilité en matière de développement. Par leur ingérence et leurs capacités d'aide, les "pays donateurs" font fi de la dignité et de la volonté des populations africaines d'assumer leur propre responsabilité. Nous devons mettre fin à notre attitude paternaliste envers l'Afrique ; nous n'avons pas toujours les bonnes solutions à offrir. Le développement de l'Afrique doit venir de l'intérieur. Et les Africains décident de leur chemin, même s'il ne correspond pas à notre image de la démocratie (exemple du Rwanda).

L'aide au développement apportée jusqu'à présent aux pays africains n'a aucun sens, car

- les groupes dirigeants de ces pays n'ont évidemment pour seul but que de s'enrichir personnellement (" présidents milliardaires "). Les paiements de transfert au titre du développement ont également joué un rôle à cet égard.
- la fuite de capitaux en provenance de ces pays est supérieure à la somme des fonds d'aide au développement et des investissements étrangers. Cette perte n'est pas compensée par les envois de fonds des migrants africains, qui promeuvent principalement les investissements sociaux des familles et les investissements sociaux et non pas un développement durable et globalement efficace de leur pays d'origine.
- est systématiquement supprimée dans la conscience des sociétés africaines que la forte augmentation de la population est déterminante pour le succès ou l'échec des efforts de développement, et que l'appauvrissement de nombreux pays africains par le développement démographique est ainsi programmé.
- L'agriculture n'est pas entièrement soutenue et des terres fertiles sont attribuées à d'autres pays, comme les pays du Golfe. Les principaux bénéficiaires des revenus locatifs sont les gouvernements respectifs et non les agriculteurs, qui sont maintenant mal payés en tant que travailleurs.
- les possibilités commerciales existantes, en particulier entre les pays africains, et les possibilités de se protéger contre les importations à bas prix au moyen de droits de douane et de quotas ne sont pas vraiment exploitées.
- l'aide au développement est instrumentalisée par les pays européens comme un moyen de lutte contre la fuite et la migration. Le lien prévu avec les aspects de la politique de sécurité (par exemple, le soutien aux armées et aux forces de police en Afrique subsaharienne) est très problématique pour toute compréhension du développement.

La coopération économique entre l'Allemagne et les pays africains sur la base d'intérêts mutuels a du sens si

- Nous définissons clairement nos intérêts politiques et économiques, y compris le respect des valeurs, des normes et des règles convenues au niveau international et des droits de l'homme.
- L'Allemagne a développé sa propre stratégie différenciée à l'égard de l'Afrique visant à surmonter la dépendance post-coloniale (c'est-à-dire la fin des "matières premières contre les biens industriels").

- L'Afrique est prête à exploiter et transformer ses précieuses réserves de matières premières telles que l'or, le platine, les diamants, les phosphates, le coltan, le cobalt, le gaz naturel et le pétrole dans son propre pays comme au Botswana, où les diamants bruts du monde entier sont désormais triés, commercialisés et traités dans les propres ateliers de l'entreprise (valeur ajoutée créatrice d'emplois et de revenus).
- Les gouvernements africains devraient promouvoir les approches existantes en matière d'entrepreneuriat dans l'artisanat, le commerce et l'industrie plutôt que de les entraver, et les entreprises allemandes devraient se présenter comme des partenaires équitables pour une économie africaine de plus en plus sûre d'elle-même.

Parmi les participants à la conférence figuraient les spécialistes des politiques de développement suivants

Prof. Dr. Hans-Ferdinand Illy
 Prof. Dr. Peter Molt
 Prof. Dr. Franz Nuscheler
 Prof. Dr. Rainer Tetzlaff

entre autres également

Dr. Karl Addicks, ancien porte-parole du groupe parlementaire du FDP pour la politique de développement au Bundestag
 Marc Chantelauze, ancien chef de projet à la KfW Entwicklungsbank
 Wim Dohrenbusch, ancien correspondant pour l'Afrique de Newspapers et ARD
 Volker Franzen, ancien porte-parole de la GTZ
 Dr. Wilfried Hoffer, de nombreuses années en Afrique, dont 9 ans en tant que chef du DED et de la GTZ au Mali.
 Dr. Leo Kreuz, 30 ans BMZ
 Dieter Mönnich, 14 ans de DED et GTZ
 Wolfgang Runge, ancien ambassadeur au Niger
 Volker Seitz, 17 ans diplomate en Afrique, auteur "L'Afrique sera gouvernée par la pauvreté".
 Klaus Thüsing, ancien MdB, 15 ans pour DED en Afrique
 Eduard Westreicher, 32 ans BMZ
 Elke Zarth, entrepreneur au Mali depuis 25 ans

La déclaration est également soutenue par :

Dr. Hans Christoph Buch, écrivain, journaliste des régions en crise du Tiers Monde
 Dr. Guido Herz, ancien ambassadeur en Tanzanie
 Prof. Dr. Robert Kappel, spécialiste des politiques de développement et expert pour l'Afrique